

PRESENTATION DU SUJET

COMPETENCES	TRAVAIL A FAIRE	ANNEXES	BAREME	EVALUATION
Partie économique <u>Le chômage - L'action de l'Etat sur la conjoncture économique</u> Définir le chômage, en reconnaître les principales causes Citer les principales actions mises en œuvre pour lutter contre le chômage.	1.1.1 Après avoir étudié attentivement le document fourni en annexe A et à l'aide de vos connaissances, donner les deux raisons de l'augmentation du nombre d'inscriptions à l'A.N.P.E.	A	2 pts	
	1.1.2 Définir les termes « population active » et « chômeur ».		4 pts	
	1.1.3 Donner la formule de calcul du taux de chômage.		2 pts	
	1.2.1 Comparer l'évolution de l'ensemble des chômeurs entre chacune des périodes présentées dans le document fourni en annexe B.	B	3 pts	
	1.2.2 Calculer en pourcentage l'évolution du nombre total de chômeurs entre 1999 et 2000 à partir du document fourni en annexe B.	B	2 pts	
	1.3.1 Citer quatre causes du chômage.		4 pts	
	1.4.1 Enumérer quatre mesures gouvernementales de lutte contre le chômage.		4 pts	
Partie juridique <u>Droit social : le contrat de travail</u> Distinguer les conséquences respectives de la démission et du licenciement.	Après avoir lu et analysé le document fourni en annexe C, et à l'aide de vos connaissances :			
	2.1.1 Expliquer la suppression d'emplois chez Danone.		1 pt	
	2.1.2 Indiquer la forme de rupture du contrat de travail utilisée par Danone.		1 pt	
	2.1.3 Cocher la bonne réponse pour préciser s'il s'agit d'un cas de licenciement individuel. Justifier la réponse.		2 pts	
	2.1.4 Citer deux raisons pour lesquelles les entreprises ont recours au licenciement économique.	C	4 pts	
	2.1.5 Dans les entreprises Marks & Spencer et Danone, les licenciements s'accompagnent d'un plan social. Définir un plan social et indiquer son utilité.		2 pts	
	2.2.1 Indiquer les trois motifs pour lesquels une entreprise peut avoir recours au licenciement individuel.		3 pts	
2.3.1 Citer les documents remis par l'entreprise à son salarié en cas de licenciement.		3 pts		
Présentation			1,5	
Rigueur – explication du vocabulaire			1,5	
Total			40	

NOTE SUR 20 (en points entiers ou demi-points) :

/ 20

Groupement interacadémique II		Session 2002		Facultatif : code	
Ne rien inscrire dans cette case	BEP Vente Action Marchande				
	EP3 Epreuve économique et juridique				
	SUJET	Lundi 10 juin 2002	Durée : 1 heure	Coefficient : 2	1 / 7
Ne rien inscrire dans cette case	NOM :		Prénoms :		N° d'inscription :
	BEP VENTE ACTION MARCHANDE		EP3 Epreuve économique et juridique		10 juin 2002

PARTIE ECONOMIQUE :
LE CHÔMAGE – L’ACTION DE L’ETAT SUR LA CONJONCTURE ECONOMIQUE

1.1.1 Après avoir étudié attentivement le document fourni en **annexe A** et à l’aide de vos connaissances, donner les deux raisons de l’augmentation du nombre d’inscriptions à l’A.N.P.E. :

.....

.....

.....

.....

.....

1.1.2 Définir les termes « population active » et « chômeur » :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

1.1.3 Donner la formule de calcul du taux de chômage :

.....

.....

.....

.....

BEP Vente Action Marchande	SUJET
EP3 Epreuve économique et juridique	2 / 7

1.2.1 Comparer l'évolution de l'ensemble des chômeurs entre chacune des périodes présentées dans le document fourni en **annexe B**.

.....

.....

.....

.....

.....

1.2.2 Calculer en pourcentage l'évolution du nombre total de chômeurs entre 1999 et 2000 à partir du document fourni en **annexe B**.

.....

.....

.....

1.3.1 Citer quatre causes du chômage.

.....

.....

.....

.....

.....

1.4.1 Enumérer quatre mesures gouvernementales de lutte contre le chômage.

.....

.....

.....

.....

.....

BEP Vente Action Marchande	SUJET
EP3 Epreuve économique et juridique	3 / 7

PARTIE JURIDIQUE : DROIT SOCIAL - LES LICENCIEMENTS

Après avoir lu et analysé le document fourni en **annexe C**, et à l'aide de vos connaissances :

2.1.1 Expliquer la suppression d'emplois chez DANONE.

.....
.....
.....
.....

2.1.2 Indiquer la forme de rupture du contrat de travail utilisée par DANONE.

.....
.....

2.1.3 Cocher la bonne réponse pour préciser s'il s'agit d'un cas de licenciement individuel.

oui

non

Justifier la réponse.

.....
.....
.....

2.1.4 Citer deux raisons pour lesquelles les entreprises ont recours au licenciement économique.

.....
.....
.....
.....
.....

BEP Vente Action Marchande	SUJET
EP3 Epreuve économique et juridique	4 / 7

2.1.5. Dans les entreprises MARKS & SPENCER et DANONE, les licenciements s'accompagnent d'un plan social.

Définir un plan social et indiquer son utilité.

.....

.....

.....

.....

.....

.....

2.2.1 Indiquer les trois motifs pour lesquels une entreprise peut avoir recours au licenciement individuel.

.....

.....

.....

2.3.1 Citer les documents remis par l'entreprise à son salarié en cas de licenciement.

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

BEP Vente Action Marchande	SUJET
EP3 Epreuve économique et juridique	5 / 7

Le taux de chômage passe en dessous des 9 %

Au mois de février, le nombre de demandeurs d'emploi a diminué de 27 200, soit une régression de 1,3 % par rapport à janvier et de 16,3 % en un an, selon les statistiques publiées, vendredi 30 mars, par le ministère de l'emploi. Les inscrits à l'ANPE à la recherche « *d'un emploi à temps plein* » sont aujourd'hui 2 095 500. Moins spectaculaire que la baisse du mois précédent, qui s'était traduite par 44 500 chômeurs en moins et surtout une diminution d'un million depuis janvier 1997, celle-ci permet néanmoins au taux de chômage de passer en dessous de la barre des 9 %. Calculé par le Bureau International du Travail, il s'élève désormais à 8,8 % de la population active. Ce niveau n'avait plus été atteint depuis septembre 1990, rappelle le ministère.

LICENCIEMENTS ECONOMIQUES EN HAUSSE

(...)

La baisse du chômage, confortée par les prévisions sur le premier semestre 2001 de l'Insee, se trouve cependant contrariée par le nombre grandissant de plans sociaux. Au moment où les entreprises comme Danone, Marks and Spencer et Lu annoncent de lourdes restructurations, l'indicateur des licenciements économiques est reparti à la hausse. En données corrigées des variations saisonnières, leur nombre plutôt orienté jusqu'ici à la baisse, a progressé de 2 % en un mois. Du coup, les nouvelles inscriptions à l'ANPE ont, elles aussi, augmenté de 2,6 % au mois de février, en raison des licenciements mais également des fins de missions d'intérim. Autre élément décevant : si les sorties de l'ANPE progressent (3 % en février), elles paraissent bien précaires puisqu'elles s'expliquent, en partie, par des entrées en stage plus nombreuses.

Isabelle Mandraud, Le Monde du 31 mars 2001

ANNEXE B

EVOLUTION DU NOMBRE DE CHOMEURS EN MILLIERS

	Janvier 1990	Mars 1998	Janvier 1999	Mars 2000
Hommes	969	1 437	1 452	1 206
Femmes	1 285	1 613	1 608	1 420
Ensemble	2 254	3 050	3 060	2 626

TEF 2000-2001- INSEE

BEP Vente Action Marchande	SUJET
EP3 Epreuve économique et juridique	6 / 7

DANONE FERMERAIT DEUX USINES DE BISCUITS EN FRANCE

La direction présente, jeudi 29 mars, son plan au comité européen.

La direction de Danone devait présenter jeudi 29 mars son plan de restructuration, devant le comité de groupe européen. Selon, nos informations, le groupe, qui envisageait de fermer sept usines en France, n'en fermerait finalement que deux : celle de Calais et de Ris-Orangis. D'autres sites seraient fermés à l'étranger.

(...) Le plan du groupe Danone devait être dévoilé, jeudi 29 mars dans la matinée, lors d'un comité du groupe européen réuni au Bureau international du Travail à Genève. Sont notamment concernées, la Hongrie, L'Italie et La France. En janvier, la direction prévoyait selon une note interne de fermer dix usines dont sept en France, ce qui se traduisait par la suppression de 3 000 emplois dont 1700 en France. (...) La direction reconnaissait que la branche biscuit souffrait de surcapacités. « *Les surcapacités sont évidentes. (...) Nous n'avons que 44 % de taux d'occupation des lignes. Il est indispensable de redistribuer les capacités pour saturer l'outil industriel.* », expliquait le PDG, Franck Riboud dans un entretien au Figaro. Néanmoins, ils se « *portait garant* » du « *double projet économique et social* » développé par son père, Antoine Riboud, fondateur du groupe.

VIOLENTE POLEMIQUE

(...)

Lors de fortes mobilisations du personnel, notamment le 18 janvier et le 1^{er} mars, devant le siège parisien de Danone, de nombreux salariés avaient exprimé leur crainte de ne jamais pouvoir trouver ailleurs des salaires équivalents. Embauchés sans diplôme depuis des décennies et n'ayant jamais quitté l'usine, ils étaient parvenus à obtenir des salaires convenables grâce aux primes d'ancienneté. Ils imaginent mal aujourd'hui, à quarante ans passés, se contenter du SMIC. Vendredi, un comité central d'entreprise doit se réunir à Paris pour annoncer le détail du plan social et les mesures qui seront proposées au personnel licencié. Si les syndicats sont unanimes à s'opposer aux restructurations, leur unité n'est qu'une façade.

Frédérique Lemaître et Anne Rohou, *Le Monde* du 30 mars 2001

BEP Vente Action Marchande	SUJET
EP3 Epreuve économique et juridique	7 / 7